

Pour la justice fiscale et la transition écologique

Communiqué du Syndicat National Sud Insee

Depuis près d'un mois s'exprime dans tout le pays un mécontentement de la population contre l'injustice fiscale à travers le mouvement des gilets jaunes.

Sud Insee partage cette exaspération exprimée contre un gouvernement méprisant et indifférent aux préoccupations de la population et contre une politique qui n'a consisté qu'à faire des cadeaux aux MEDEF et aux plus riches et à raboter dans le même temps les droits et le pouvoir d'achat des salarié.e.s, des retraité.e.s, des privé.e.s d'emploi et des précaires.

Lorsqu'il augmente les taxes sur l'essence et le gasoil sous prétexte d'urgence écologique, le gouvernement instrumentalise une cause écologique légitime qui mérite mieux que cela. Il fait porter sur la portion la plus modeste de la population l'effort fiscal nécessaire à la transition écologique. Rappelons que, selon [les travaux de l'ONG Carbon Disclosure Project](#), 100 entreprises dans le monde sont responsables de plus de 70 % des émissions de carbone. Pas sûr que ce soit ceux qui n'ont pas d'autres choix que de prendre leur voiture pour vivre et travailler, qu'il faut taxer les premiers.

Sud Insee revendique une véritable politique d'aménagement du territoire qui intègre la transition écologique. Depuis des années les gouvernements successifs saccagent tous les leviers d'une telle politique. Et les projets du gouvernement actuel en la matière poursuivent et accentuent cette tendance. En effet les réformes territoriales menées dans les dernières années ont eu pour effet de mettre en concurrence les territoires et de concentrer les emplois dans les métropoles, alors qu'il faudrait mener une politique volontariste de relocalisation des emplois près des populations pour limiter les déplacements. En France les deux tiers des actifs occupés quittent leur commune de résidence pour se rendre au travail.

Et il n'y a pas que les emplois qui s'éloignent des populations. Les services aussi. Dans la fonction publique et les services publics, les destructions d'emplois ont avant tout visé les espaces ruraux, périurbains et les villes moyennes, éloignant toujours davantage les populations des services dont elles ont besoin : hôpitaux, établissements scolaires, bureaux de poste, transports publics, centre des finances publiques...

À l'Insee la réforme territoriale a précisément visé les activités d'études et de diffusion en région, privilégiant l'apport de données et d'éclairages statistiques aux grands acteurs régionaux et aux grandes métropoles au détriment des territoires plus éloignés et de petite taille : petits départements et communes. Pourtant, les travaux statistiques de l'Insee devraient être un outil décisif des politiques publiques d'aménagement du territoire.



La transition énergétique que nous appelons de nos vœux ne peut se passer d'une véritable politique des transports. Il s'agit avant tout de stopper la destruction programmée du service public ferroviaire. Il est urgent d'investir massivement dans le réseau, de remettre en service les lignes abandonnées, d'en créer de nouvelles et de relancer le fret ferroviaire. Il s'agit en règle générale de développer partout des transports en commun écologiques, accessibles et qui tendent vers la gratuité.

Depuis 2017 les prix à la consommation, les prix de l'énergie, les montants des loyers sont repartis à la hausse sans aucune compensation salariale. Cette flambée des prix et des loyers est la conséquence logique de décennies de dérégulation économique que le Président Macron s'évertue à poursuivre et renforcer. Nous préconisons d'urgence un relèvement des minimas sociaux, une augmentation générale des salaires et une fiscalité plus juste fondée sur une véritable progressivité de l'impôt sur le revenu.

Au-delà de ces mesures d'urgence nous réaffirmons la nécessité :

- d'en finir avec les politiques d'austérité et avec le chantage à la dette publique qui les justifie,
- de remettre à flot l'ensemble des services publics afin qu'ils puissent remplir leurs missions au service de l'ensemble de la population,
- d'une baisse significative du temps de travail pour résorber le chômage et libérer pour toutes et tous un temps précieux à la transition énergétique et au vivre-ensemble,
- la création d'un service public du logement qui permette à chacun.e de vivre dans des conditions décentes à proximité de ses lieux de vie et de travail,
- la mise en œuvre de régulations bancaires et financières contraignantes afin que les intérêts privés de quelques possédant.e.s ne priment pas sur ceux du reste de la population,

Les émeutes insurrectionnelles qui ont eu lieu à Paris et dans certaines villes le week-end dernier témoignent de l'urgence politique à changer radicalement de politique générale. Le Président et le gouvernement doivent entendre la colère et l'exaspération des classes populaires et moyennes. Ce Président et ce gouvernement qui opposent systématiquement des refus fermes aux demandes et revendications des syndicats et autres corps intermédiaires, se retrouvent aujourd'hui isolés et acculés face à la colère populaire. C'est en restant sourds aux populations, comme ils ont été sourds, depuis leur installation, à la voix des salarié.e.s portée par les organisations syndicales, qu'ils attisent eux-mêmes les violences qu'ils ont beau jeu de dénoncer ensuite. **Le Président Macron et son gouvernement sont les premiers responsables de l'agitation qui anime le pays ces dernières semaines.**

Toulouse, le 4 décembre 2018